Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA VENDÉE

ARRETE n° 16-DRCTAJ/1- 495
Portant enregistrement de l'élevage de porcs du GAEC BON VENT au lieudit « le Petit Bois Clos », à Chaillé sous les Ormeaux, commune de RIVES DE L'YON

LE PRÉFET DE LA VENDEE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales (art. L.512-7 du code de l'environnement) du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n°2101-2, 2102 et 2111-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du préfet coordonnateur du bassin Loire-Bretagne du 18 novembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

VU l'arrêté du préfet de région n° 2015-148 du 29 juillet 2015 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région des Pays de la Loire.

VU l'arrêté préfectoral n°11-DDTM-279 du 4 mars 2011 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin du Lay ;

VU la demande complète et régulière présentée en date du 18 mai 2016 par le GAEC BON VENT dont le siège social est situé à « le Petit Bois Clos », Chaillé-sous-les-Ormeaux, pour l'enregistrement d'un élevage de porcs (rubrique n°2102-2a de la nomenclature des installations classées) sur le territoire de la commune de RIVES DE L'YON ;

VU le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé dont l'aménagement n'est pas sollicité ;

VU l'arrêté préfectoral n° 98-DRCLE/4-35 du 27 janvier 1998 autorisant le GAEC BON VENT à exploiter un élevage de porcs au lieudit « le Petit Bois Clos » à Chaillé sous les Ormeaux ;

VU l'arrêté préfectoral n°16-DRCTAJ/1-335 du 9 juin 2016 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

VU les observations du public recueillies entre le 4 juillet 2016 et le 1er août 2016 inclus;

VU les observations des conseils municipaux des communes de CHAMP SAINT PERE, LE TABLIER et NESMY consultés entre le 4 juillet 2016 et le 1er août 2016 ;

VU le rapport du 13 septembre 2016 de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales des arrêtés de prescriptions générales susvisés et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la demande précise que le site sera désaffecté et sécurisé en cas d'arrêt définitif de l'installation ;

CONSIDÉRANT que la sensibilité du milieu ne justifie pas le basculement en procédure autorisation ;

CONSIDÉRANT que l'intéressé n'a pas d'observation à formuler sur le projet d'arrêté statuant sur sa demande ;

ARRETE

CHAPITRE 1. PORTEE, CONDITIONS GENERALES

Article 1.1. Exploitant, durée, péremption

Les installations du GAEC BON VENT dont le siège social est situé au lieudit « le Petit Bois Clos », Chaillé-sous-les-Ormeaux, sur la commune de RIVES DE L'YON, faisant l'objet de la demande susvisée du 18 mai 2016, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de RIVES DE L'YON, au lieudit « le Petit Bois Clos ».

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans, sauf cas de force majeure, ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de deux années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

Article 1.2. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Effectif/Volume	Régime
2102-2a	Elevage de porcs de plus de 450 animaux équivalents, non classé au titre de la rubrique 3660	Elevage de porcs	**2192 animaux équivalents porcs** (156 truies, 4 verrats, 1492 porcs à l'engraissement, 20 cochettes et 1000 porcelets en post-sevrage)	Enregistrement

Article 1.3. Conformité au dossier d'enregistrement

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossiers déposés par l'exploitant, accompagnant sa demande du 18 mai 2016.

Elles respectent les dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 décembre 2013 susvisé.

Article 1.4. Prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions associées à l'enregistrement se substituent à celles des actes administratifs antérieurs qui sont abrogées :

- l'arrêté préfectoral n° 98-DRCLE/4-35 du 27 janvier 1998 autorisant le GAEC BON VENT à exploiter un élevage de porcs au lieudit « le Petit Bois Clos » à Chaillé sous les Ormeaux est abrogé.

Article 1.5. Arrêtés ministériels de prescriptions générales

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- Arrêté ministériel de prescriptions générales (art. L.512-7 du code de l'environnement) du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n°2101-2, 2102 et 2111-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Article 1.6. Cessation d'activité

Au moment de l'arrêt définitif de l'activité pour laquelle l'installation est autorisée, son exploitant en informe le préfet au moins trois mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.

L'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées ou semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

CHAPITRE 2. MODALITES D'EXECUTION, VOIES DE RECOURS

Article 2.1. Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 2.2. Délais et voies de recours

En application de l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le tribunal administratif de Nantes :

1° par le demandeur ou exploitant, dans le délai de recours de deux mois qui commence à courir du jour de la notification du présent arrêté ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 2.3. Publicité

A la mairie de RIVES DE L'YON (commune déléguée de Chaillé-sous-les-Ormeaux) :

- Une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;

- Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès-verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, bureau du tourisme et des procédures environnementales et foncières.

Un avis est inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 2.4. Diffusion

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

article 2.5. Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée, la directrice départementale de la protection des populations, les inspecteurs de l'environnement, le maire de RIVES DE L'YON, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à La ROCHE-sur-YON, le 4 OCT. 2016

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
de la Préfecture de la Vendée

Vincent NIQUET

ARRETE n° 16-DRCTAJ/1- 495

Portant enregistrement de l'élevage de porcs du GAEC BON VENT au lieudit « le Petit Bois Clos », à Chaillé sous les Ormeaux, commune de RIVES DE L'YON.

ANNEXES

- Arrêté du 27/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2101-2, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

- Parcellaire de l'exploitation du GAEC BON VENT – Le Petit Bois Clos – RIVES DE L'YON (Chaillé-sous-les-Ormeaux)

AIDA - 15/09/2016 - seule la version publiée au journal officiel fait foi

Arrêté du 27/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2101-2, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

- Type : Arrêté ministériel de prescriptions générales ou arrêté ministériel spécifique
- Date de signature : 27/12/2013
- Date de publication : 31/12/2013
- Etat : en vigueur

(JO n° 304 du 31 décembre 2013)

NOR : DEVP1329749A

Texte modifié par:

Arrêté du 2 octobre 2015 (JO n° 230 du 4 octobre 2015)

Publics concernés : exploitants des établissements d'élevages de bovins et de porcs.

Objet : prescriptions générales applicables aux élevages de vaches laitières et de porcs relevant du régime de l'enregistrement.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er janvier 2014.

Notice : le décret n° 2013-1301 du 27 décembre 2013 a modifié la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en introduisant un régime d'enregistrement pour les élevages de porcs ayant un effectif compris entre 450 animaux-équivalents et 2 000 emplacements de porcs ou 750 emplacements de truies. La mise en œuvre de ce régime est subordonnée à la publication d'un arrêté définissant l'ensemble des obligations auxquelles ils sont soumis pour garantir la protection de l'environnement. Cet arrêté regroupe les prescriptions applicables au régime de l'enregistrement pour les élevages de vaches laitières et de porcs. Il abroge et remplace l'arrêté du 24 octobre 2011 définissant les prescriptions générales applicables aux élevages de vaches laitières soumises à enregistrement.

Références : le présent arrêté peut être consulté sur le site Légifrance (http://www.legifrance.gouv.fr).

Vus

Le ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie,

Vu la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 211-1, L. 220-1, L. 511-2, L. 512-7, D. 211-10, D. 211-11 et R. 211-75 et suivants ;

Vu l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement;

Vu l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances ;

Vu l'arrêté du 26 février 2002 modifié relatif aux travaux de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage;

Vu l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments ;

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature fixée dans l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

Vu l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'avis des organisations professionnelles concernées ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques en date du 17 décembre 2013 ;

Vu les observations formulées lors de la consultation publique réalisée du 25 octobre 2013 au 15 novembre 2013, en application de l'article L. 120-1 du code de l'environnement,

Arrête :

Article 1er de l'arrêté du 27 décembre 2013

(Arrêté du 2 octobre 2015, article 1er)

Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous les rubriques n° 2101-2 et 2102 à compter du 1er janvier 2014 « et celles sous la rubrique n° 2111 à compter du 2 octobre 2015 ».

« Pour les installations d'élevages de volailles existantes non soumises à la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement avant le 2 octobre 2015, les dispositions de cet arrêté sont applicables à compter du 1er octobre 2016 ».

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice :
- de prescriptions particulières dont peut être assorti l'arrêté d'enregistrement dans les conditions fixées par les articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement ;
- des autres législations ainsi que des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Article 2 de l'arrêté du 27 décembre 2013

(Arrêté du 2 octobre 2015, article 1er)

Au sens du présent arrêté, on entend par :

« **Habitation** » : un local destiné à servir de résidence permanente ou temporaire à des personnes, tel que logement, pavillon, hôtel ;

« **Local habituellement occupé par des tiers** » : un local destiné à être utilisé couramment par des personnes (établissements recevant du public, bureau, magasin, atelier, etc.) ;

« **Bâtiments d'élevage** » : les locaux d'élevage, les locaux de quarantaine, les couloirs de circulation des animaux, les aires d'exercice, de repos et d'attente des élevages bovins, les quais d'embarquement, les enclos des élevages de porcs en plein air, ainsi que les vérandas, les enclos « et les volières des élevages de volailles » ;

« **Annexes** » : toute structure annexe, notamment les bâtiments de stockage de paille et de fourrage, les silos, les installations de stockage, de séchage et de fabrication des aliments destinés aux animaux, les équipements d'évacuation, de stockage et de traitement des effluents, les aires d'ensilage, les salles de traite, à l'exception des parcours ;

« **Effluents d'élevage** » : les déjections liquides ou solides, les fumiers, les eaux de pluie qui ruissellent sur les aires découvertes accessibles aux animaux, les eaux usées et les jus (d'ensilage par exemple) issus de l'activité d'élevage et des annexes ;

« **Traitement des effluents d'élevage** » : procédé de transformation biologique et/ou chimique et/ou physique des effluents d'élevage ;

« **Epandage** » : action mécanique d'application d'un effluent brut ou traité dans ou sur le sol ou son couvert végétal ;

« **Azote épandable** » : azote excrété par un animal d'élevage en bâtiment et à la pâture auquel est soustrait l'azote volatilisé lors de la présence de l'animal en bâtiment et lors du stockage de ses déjections ;

« **Nouvelle installation** » : installation dont le dossier d'enregistrement a été déposé après le 1er janvier 2014 ou installation faisant l'objet après cette date d'une modification substantielle nécessitant le dépôt d'une nouvelle demande d'enregistrement en application de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement. Est notamment considérée comme modification substantielle une augmentation du nombre d'animaux équivalents sur l'installation de 450 pour les porcs et 150 pour les vaches laitières ;

« Pour les bovins et les porcs : » « **Installation existante** » : installation ne répondant pas à la définition de nouvelle installation.

« Pour les volailles : installation dont le dossier d'enregistrement a été déposé après le 2 octobre 2015 ou installation faisant l'objet après cette date d'une modification substantielle nécessitant le dépôt d'une nouvelle demande d'enregistrement en application de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement. »

Chapitre I : Dispositions générales

Article 3 de l'arrêté du 27 décembre 2013

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.

L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.

Article 4 de l'arrêté du 27 décembre 2013

(Arrêté du 2 octobre 2015, article 1er)

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :
- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;
- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :
- le registre des risques (article 14) ;
- le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23)
- le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;
- le cahier d'épandage y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;
- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30) et/ou le cahier d'enregistrement des compostages le cas échéant (cf. art. 39) et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de

l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;
- les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34). »

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Article 5 de l'arrêté du 27 décembre 2013

(Arrêté du 2 octobre 2015, article 1er)

I. Les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés à une distance minimale de :
- 100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation, des hébergements et locations dont l'exploitant a la jouissance et des logements occupés par les anciens exploitants), des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme), ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers. « Cette distance est réduite à 50 mètres lorsqu'il s'agit de bâtiments mobiles d'élevage de volailles faisant l'objet d'un déplacement d'au moins 100 mètres à chaque bande. » Cette distance peut être réduite à 15 mètres pour les stockages de paille et de fourrage de l'exploitation, toute disposition est alors prise pour prévenir le risque d'incendie ;
- 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;
- 200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées ;
- 500 mètres en amont des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté préfectoral d'enregistrement ;
- 50 mètres des berges des cours d'eau alimentant une pisciculture, sur un linéaire d'un kilomètre le long de ces cours d'eau en amont d'une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoissonnés où l'élevage est extensif sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel.

En cas de nécessité et en l'absence de solution technique propre à garantir la commodité du voisinage et la protection des eaux, les distances fixées par le présent article peuvent être augmentées.

II. Pour les élevages de porcs en plein air, la distance de 100 mètres du I est réduite à 50 mètres. Les autres distances d'implantation s'appliquent.

« **III.** Pour les élevages de volailles en plein air, pour les volières où la densité est inférieure ou égale à 0,75 animal-équivalent par mètre carré, la distance de 100 mètres du I est réduite à 50 mètres. Les autres distances d'implantation du I s'appliquent.

« Pour les enclos et les parcours où la densité est inférieure ou égale à 0,75 animal-équivalent par mètre carré, les clôtures sont implantées :
« - à au moins 50 mètres, pour les palmipèdes et les pintades, et à au moins 20 mètres, pour les autres espèces, des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation, des hébergements et locations dont l'exploitant a la jouissance et des logements occupés par les anciens exploitants), des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme).
« Les autres distances d'implantation du I s'appliquent. »

« **IV.** Pour les installations de volailles existantes les enclos et les parcours où la densité est inférieure ou égale à 0,75 animal-équivalent par mètre carré, les clôtures sont implantées :
« - à au moins 10 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau. Cette distance est d'au moins 20 mètres pour les palmipèdes.
« Les autres distances d'implantation du I s'appliquent. »

« **V.** » Pour les installations existantes « de bovins et de porcs », ces dispositions ne s'appliquent qu'aux bâtiments d'élevage, annexes et parcours pour lesquels le dossier d'enregistrement a été déposé après le 1er janvier 2014, ou pour lesquels le changement notable a été porté à la connaissance du préfet après le 1er janvier 2014, sauf si ces bâtiments ou annexes remplacent un bâtiment existant avec une emprise au sol ne dépassant pas celle de l'existant augmentée de 10 %.

« Pour les installations de volailles existantes, ces dispositions ne s'appliquent qu'aux bâtiments d'élevage, annexes et parcours pour lesquels le dossier d'enregistrement a été déposé après le 2 octobre 2015, ou pour lesquels le changement notable a été porté à la connaissance du préfet après le 2 octobre 2015, sauf si ces bâtiments ou annexes remplacent un bâtiment existant avec une emprise au sol ne dépassant pas celle de l'existant augmentée de 10 %. »

Article 6 de l'arrêté du 27 décembre 2013

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

Article 7 de l'arrêté du 27 décembre 2013

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation, notamment en implantant ou en garantissant le maintien d'infrastructures agro-écologiques de type haies d'espèces locales, bosquets, talus enherbés, points d'eau.

Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions

Section 1 : Généralités

Article 8 de l'arrêté du 27 décembre 2013

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.

Article 9 de l'arrêté du 27 décembre 2013

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14.

Article 10 de l'arrêté du 27 décembre 2013

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.

Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs, ainsi que pour en assurer la destruction.

Section 2 : Dispositions constructives

Article 11 de l'arrêté du 27 décembre 2013

(Arrêté du 2 octobre 2015, article 1er)

I. Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des enclos, « des volières, des vérandas, » et des bâtiments des élevages sur litière accumulée « ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage ».

A l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition n'est pas applicable aux enclos « aux volières, aux vérandas » et aux bâtiments des élevages sur litière accumulée « ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage ».

Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.

II. Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.

Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l' annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé, ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.

Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l' annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé, ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.

III. Les tuyauteries et canalisations transportant les effluents sont convenablement entretenues et font l'objet d'une surveillance appropriée permettant de s'assurer de leur bon état.

IV. Les dispositions du I ne s'appliquent pas aux installations existantes autorisées avant le 1er octobre 2005 « ainsi qu'aux installations d'élevages de volailles existantes non soumises à la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement avant le 2 octobre 2015. ».

Article 12 de l'arrêté du 27 décembre 2013

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

Article 13 de l'arrêté du 27 décembre 2013

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :
- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :
- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;
ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Section 3 : Dispositif de prévention des accidents

Article 14 de l'arrêté du 27 décembre 2013

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans, ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.

Section 4 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Article 15 de l'arrêté du 27 décembre 2013

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.

Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :
- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

Chapitre III : Emissions dans l'eau et dans les sols

Section 1 : Principes généraux

Article 16 de l'arrêté du 27 décembre 2013

I. Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 et suivants du code de l'environnement.

II. Dans les zones vulnérables aux pollutions par les nitrates, délimitées conformément aux dispositions des articles R. 211-75 et R. 211-77 du code de l'environnement, les dispositions fixées par les arrêtés relatifs aux programmes d'action pris en application des articles R. 211-80 à R. 211-83 du code de l'environnement sont applicables.

Section 2 : Prélèvements et consommation d'eau

Article 17 de l'arrêté du 27 décembre 2013

Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation.

Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement,

Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement.
Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

Article 18 de l'arrêté du 27 décembre 2013

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.

En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.

Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.

Article 19 de l'arrêté du 27 décembre 2013

Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé.

Section 3 : Gestion du pâturage et des parcours extérieurs

Article 20 de l'arrêté du 27 décembre 2013

L'élevage de porcs en plein air est implanté sur un terrain de nature à supporter les animaux en toutes saisons, maintenu en bon état et de perméabilité suffisante pour éviter la stagnation des eaux.

Toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers.

Les parcours des porcs élevés en plein air sont herbeux à leur mise en place, arborés et maintenus en bon état. Toutes les dispositions sont prises en matière d'aménagement des parcours afin de favoriser leur fréquentation sur toute leur surface par les animaux.

La rotation des parcelles utilisées s'opère en fonction de la nature du sol et de la dégradation du terrain. Une même parcelle n'est pas occupée plus de 24 mois en continu. Les parcelles sont remises en état à chaque rotation par une pratique culturale appropriée.

Pour les animaux reproducteurs, la densité ne dépasse pas 15 animaux par hectare, les porcelets jusqu'au sevrage n'étant pas comptabilisés.

Pour les porcs à l'engraissement, le nombre d'animaux produits par an et par hectare ne dépasse pas 90.
Si la densité est supérieure à 60 animaux par hectare, la rotation s'effectue par parcelle selon le cycle suivant : une bande d'animaux, une culture. Les parcelles sont remises en état à chaque rotation par une pratique culturale appropriée qui permet de reconstituer le couvert végétal avant l'arrivée des nouveaux animaux.

Une clôture électrique, ou tout autre système équivalent, est implantée sur la totalité du pourtour des parcelles d'élevage de façon à éviter la fuite des animaux quel que soit leur âge. Ce dispositif est maintenu en bon état de fonctionnement.

Les aires d'abreuvement et de distribution de l'aliment sont aménagées ou déplacées aussi souvent que nécessaire afin d'éviter la formation de bourbiers.

Les animaux disposent d'abris légers, lavables, sans courant d'air, constamment maintenus en bon état d'entretien.

L'exploitant tient un registre d'entrée-sortie permettant de suivre l'effectif présent sur chaque parcelle.

Article 21 de l'arrêté du 27 décembre 2013

(Arrêté du 2 octobre 2015, article 1er)

« Pour l'élevage de volailles en enclos, en volières et en parcours, toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau

polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers. Lorsque la pente du sol est supérieure à 15 % un aménagement de rétention des écoulements potentiels de fientes, par exemple un talus, continu et perpendiculaire à la pente, est mis en place le long de la bordure aval du terrain concerné, sauf si la qualité et l'étendue du terrain herbeux est de nature à prévenir tout écoulement.

Lorsque les volailles ont accès à un parcours en plein air, un trottoir en béton ou en tout autre matériau étanche, d'une largeur minimale d'un mètre, est mis en place à la sortie des bâtiments fixes. Les déjections rejetées sur les trottoirs sont raclées et soit dirigées vers la litière, soit stockées puis traitées comme les autres déjections.

Les parcours des volailles sont herbeux, arborés, ou cultivés, et maintenus en bon état. Toutes les dispositions sont prises en matière d'aménagement des parcours afin de favoriser leur fréquentation sur toute leur surface par les animaux.

La rotation des terrains utilisés s'opère en fonction de la nature du sol et de la dégradation du terrain. Un même terrain n'est pas occupé plus de vingt-quatre mois en continu. Les terrains sont remis en état à chaque rotation par une pratique culturale appropriée. »

Article 22 de l'arrêté du 27 décembre 2013

(Arrêté du 2 octobre 2015, article 1er)

I. Les points d'abreuvement des bovins au pâturage sont aménagés afin d'éviter les risques de pollution directe dans les cours d'eau.

Les points de regroupement des animaux font l'objet d'une attention particulière afin de limiter la formation de bourbier. Si nécessaire, une rotation des points de regroupement des animaux est mise en œuvre sur l'exploitation. De plus, pour les points d'affouragement, une attention particulière est portée au choix de leur emplacement afin de les localiser sur les parties les plus sèches de la prairie.

La gestion des pâturages est organisée de façon à prévenir leur dégradation par les animaux.

II. Dans la mesure du possible en fonction des contraintes techniques et financières de l'exploitation de l'élevage, et afin de limiter les risques de sur-pâturage le temps de présence des animaux sur les surfaces de pâturage, exprimé en équivalent de journées de présence d'unités de gros « bétail » par hectare (UGB.JPE/ha) est calculé par l'exploitant et respecte les valeurs suivantes :
- sur la période estivale, le nombre d'UGB.JPE/ha est au plus égal à 650 ;
- sur la période hivernale, le nombre d'UGB.JPE/ha est au plus égal à 400.

Section 4 : Collecte et stockage des effluents

Article 23 de l'arrêté du 27 décembre 2013

I. Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage.

Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

II. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la capacité minimale de stockage, y compris sous les animaux dans les bâtiments et, le cas échéant, sur une parcelle d'épandage, permet de stocker la totalité des effluents produits pendant quatre mois minimum.

Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les fumiers compacts non susceptibles d'écoulement peuvent être stockés ou compostés sur une parcelle d'épandage à l'issue d'un stockage de deux mois sous les animaux ou sur une fumière dans des conditions précisées par le préfet et figurant dans l'arrêté d'enregistrement. Le stockage du compost et des fumiers respecte les distances prévues à l'article 5 et ne peut être réalisé sur des sols où l'épandage est interdit. La durée de stockage ne dépasse pas dix mois et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans. Le stockage sur une parcelle d'épandage des fumiers de volailles non susceptibles d'écoulement peut être effectué dans les mêmes conditions sans stockage préalable de deux mois sous les animaux.

Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, lorsqu'un élevage de volailles dispose d'un procédé de séchage permettant d'obtenir de façon fiable et régulière des fientes comportant plus de 65 % de matière sèche, le stockage de ces fientes, couvertes par une bâche imperméable à l'eau mais perméable aux gaz, peut être effectué sur une parcelle d'épandage dans des conditions précisées par le préfet et figurant dans l'arrêté d'enregistrement de l'élevage.

III. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement.

En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier.

Article 24 de l'arrêté du 27 décembre 2013

Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.

Article 25 de l'arrêté du 27 décembre 2013

Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.

Section 5 : Epandage et traitement des effluents d'élevage

Article 26 de l'arrêté du 27 décembre 2013

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux effluents aboutissant à des produits normés ou homologués.
Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit.

L'épandage sur des terres agricoles des effluents d'élevage, bruts ou traités, est soumis à la production d'un plan d'épandage, dans les conditions prévues aux articles 27-1 à 27-5.

Les effluents bruts d'élevage peuvent notamment être traités :
- dans une station de traitement dans les conditions prévues à l'article 28 ;
- par compostage dans les conditions prévues à l'article 29 ;
- sur un site spécialisé dans les conditions prévues à l'article 30 ;
- pour les effluents peu chargés par une filière de gestion validée dans le cadre du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA).

Article 27-1 de l'arrêté du 27 décembre 2013

Les effluents d'élevage bruts ou traités peuvent être épandus afin d'être soumis à une épuration naturelle par le sol et d'être valorisés par le couvert végétal.

Les quantités épandues d'effluents d'élevage bruts ou traités sont adaptées de manière à assurer l'apport des éléments utiles aux sols et aux cultures sans excéder leurs besoins et leurs capacités exportatrices compte tenu des apports de toute nature qu'ils peuvent recevoir par ailleurs.

En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée.

Les quantités épandues et les périodes d'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement sont adaptées de manière à prévenir :
- la stagnation prolongée sur les sols ;
- le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage ;
- une percolation rapide vers les nappes souterraines.

Article 27-2 de l'arrêté du 27 décembre 2013

a) Le plan d'épandage répond à trois objectifs :
- identifier les surfaces épandables, exploitées en propre ou mises à disposition par des tiers ;
- identifier par nature et par quantité maximale les effluents d'élevage à épandre, qu'ils soient bruts, y compris ceux épandus par les animaux eux-mêmes, ou traités ;
- calculer le dimensionnement des surfaces nécessaires à l'épandage, y compris par les animaux eux-mêmes, de ces effluents.

b) Les éléments à prendre en compte pour la réalisation du plan d'épandage sont :
- les quantités d'effluents d'élevage bruts ou traités à épandre en fonction des effluents produits, traités, exportés et reçus sur l'exploitation ;
- l'aptitude à l'épandage des terres destinées à recevoir les effluents d'élevage bruts ou traités. L'aptitude des sols est déterminée selon une méthode simplifiée approuvée par le ministre en charge de l'écologie ;
- les assolements, les successions culturales, les rendements moyens ;
- les périodes d'épandage habituelles des effluents d'élevage bruts et traités le cas échéant sur les cultures et les prairies ;
- les contraintes environnementales prévues par les documents de planification existants ;
- les zones d'exclusion mentionnées à l'article 27-3.

c) Composition du plan d'épandage.

Le plan d'épandage est constitué :
- d'une carte à une échelle comprise entre 1/12 500 et 1/5 000 permettant de localiser les surfaces d'épandage et les éléments environnants, notamment les noms des communes et les limites communales, les cours d'eau et habitations des tiers. Cette carte fait apparaître les contours et les numéros des unités de surface permettant de les repérer ainsi que les zones exclues à l'épandage selon les règles définies à l'article 27-3 ;
- lorsque des terres sont mises à disposition par des tiers, des conventions (ou dans le cas de projets, les engagements) d'épandage sont conclues entre l'exploitant et le prêteur de terres. Les conventions d'épandage comprennent l'identification des surfaces concernées, les quantités et les types d'effluents d'élevage concernés, la durée de la mise à disposition des terres et les éléments nécessaires à la vérification par le pétitionnaire du bon dimensionnement des surfaces prêtées ;
- d'un tableau référençant les surfaces repérées sur le support cartographique et indiquant, pour chaque unité, le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, l'aptitude à l'épandage, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et le nom de la commune ;
- des éléments à prendre en compte pour la réalisation de l'épandage mentionnés au point b, à l'exception des zones d'exclusion déjà mentionnées sur la carte ;
- du calcul de dimensionnement du plan d'épandage selon les modalités définies à l'article 27-4.

L'ensemble des éléments constituant le plan d'épandage est tenu à jour et à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

d) Mise à jour du plan d'épandage.

Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.

La notification contient pour la ou les surfaces concernées, les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.

Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.

Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut

être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.

Article 27-3 de l'arrêté du 27 décembre 2013

(Arrêté du 2 octobre 2015, article 1er)

a) Généralités.

L'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement est interdit :
- sur sol non cultivé ;
- sur toutes les légumineuses sauf exceptions prévues par le deuxième paragraphe du c du 1 du III de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé ;
- sur les terrains en forte pente sauf s'il est mis en place un dispositif prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau ;
- sur les sols pris en masse par le gel (exception faite pour les fumiers ou les composts) ;
- sur les sols enneigé ;
- sur les sols inondés ou détrempés ;
- pendant les périodes de fortes pluviosités ;
- par aéro-aspersion sauf pour les eaux issues du traitement des effluents d'élevage. L'épandage par aspersion est pratiqué au moyen de dispositifs ne produisant pas d'aérosol.

b) Distances à respecter vis-à-vis des tiers.

Les distances minimales entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents d'élevage bruts ou traités et, d'autre part, toute habitation ou local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées dans le tableau suivant :

CATÉGORIE D'EFFLUENTS d'élevage bruts ou traités	**DISTANCE minimale d'épandage**	**Cas particuliers**
Composts d'effluents d'élevages élaborés selon les modalités de l'article 29	10 mètres	
Fumiers de bovins et « porcs » compacts non susceptibles d'écoulement, après un stockage d'au minimum deux mois	15 mètres	
Autres fumiers. Lisiers et purins. « Fientes à plus de 65 % de matière sèche. » Effluents d'élevage après un traitement visé à l'article « 28 » et/ou atténuant les odeurs à l'efficacité démontrée selon les protocoles établis dans le cadre de l'étude Sentoref 2012 réalisée par le Laboratoire national de métrologie et d'essais. Digestats de méthanisation. Eaux blanches et vertes non mélangées avec d'autres effluents.	50 mètres	En cas d'injection directe dans le sol, la distance minimale est ramené à 15 mètres. Pour un épandage avec un dispositif de buse palette ou de rampe à palettes ou à buses, cette distance est portée à 100 mètres.
Autres cas	100 mètres	

c) Distances vis-à-vis des autres éléments de l'environnement.

L'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement est interdit à moins de :
- 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines « ou des particuliers. Cette distance est réduite à 35 mètres lorsque ces prélèvements sont réalisés » en eaux souterraines (puits, forages et sources) ;
- 200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées, sauf pour les composts élaborés conformément à l'article 29 qui peuvent être épandus jusqu'à 50 mètres ;
- 500 mètres en amont des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté préfectoral d'enregistrement ;
- 35 mètres des berges des cours d'eau ; cette limite est réduite à 10 mètres si une bande végétalisée de 10 mètres ne recevant aucun intrant, à l'exception de ceux épandus par les animaux eux-mêmes, est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau. Dans le cas des cours d'eau alimentant une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoissonnés où l'élevage est extensif sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel, la distance est portée à 50 mètres des berges du cours d'eau sur un linéaire d'un kilomètre le long des cours d'eau en amont de la pisciculture.

Article 27-4 de l'arrêté du 27 décembre 2013

La superficie du plan d'épandage est réputée suffisante lorsque la quantité d'azote épandable issue des animaux de l'installation et destinée à être épandue mécaniquement ou par les animaux eux-mêmes, n'excède pas les capacités d'exportation en azote des cultures et des prairies exploitées en propre et/ou mises à disposition. La superficie est calculée sur la base des informations figurant dans les conventions d'épandage compte tenu des quantités d'azote épandable produites ou reçues par ailleurs par le prêteur de terres.

Les modalités de calcul du dimensionnement du plan d'épandage figurent en annexe.

Article 27-5 de l'arrêté du 27 décembre 2013

(Arrêté du 2 octobre 2015, article 1er)

Les épandages sur terres nues sont suivis d'un enfouissement :
- dans les vingt-quatre heures pour les fumiers de bovins et « porcs » compacts non susceptibles d'écoulement, après un stockage d'au minimum deux mois, ou pour les matières issues de leur traitement ;
- dans les douze heures pour les autres effluents d'élevage ou pour les matières issues de leur traitement.

Cette obligation d'enfouissement ne s'applique pas :

- aux composts élaborés conformément à l'article 29 ;
- lors de l'épandage de fumiers compacts non susceptibles d'écoulement sur sols pris en masse par le gel.

Article 28 de l'arrêté du 27 décembre 2013

Le présent article s'applique aux installations comportant une station, ou des équipements, de traitement des effluents d'élevage.

Avant le démarrage des installations de traitement, l'exploitant et son personnel sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident. La conduite des installations de traitement est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue en la matière.

Les équipements de traitement et/ou de prétraitement et d'aéro-aspersion sont correctement entretenus.

L'installation dispose de moyens de contrôle et de surveillance à chaque étape du processus de traitement des effluents d'élevage, permettant de mesurer les quantités traitées quels que soient les types d'effluents.

Pour prévenir les risques en cas de panne ponctuelle de l'installation de traitement des effluents d'élevage, l'installation dispose de capacités de stockage suffisantes pour stocker la totalité des effluents le temps nécessaire à la remise en fonctionnement correcte de l'installation.

Tout équipement de traitement et d'aéro-aspersion est équipé d'un dispositif d'alerte en cas de dysfonctionnement. L'arrêt prolongé du fonctionnement de l'installation de traitement est notifié à l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, et les solutions alternatives de traitement mises en œuvre sont mentionnées.

Les boues et autres produits issus du traitement des effluents peuvent être épandus sur des terres agricoles en respectant les dispositions des articles 27-1 à 27-5.

Pour prévenir les pollutions accidentelles, l'exploitant est tenu :
- de mettre en place des dispositifs (par exemple talus ou regards de collecte) permettant de contenir ou collecter temporairement toute fuite accidentelle issue des différents équipements de traitement ; cette disposition n'est pas applicable aux installations existantes ;
- d'installer aux différentes étapes du processus de traitement des dispositifs d'alerte en cas de dysfonctionnement ; cette disposition n'est pas applicable aux installations existantes ;
- de mettre en place des dispositifs d'arrêt automatique sur le système d'aéro-aspersion ou de ferti-irrigation de l'effluent épuré (par exemple en cas de baisse anormale de pression interne du circuit, ou d'arrêt anormal du déplacement du dispositif d'aspersion) ; cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2018).

Ces dispositifs sont maintenus en bon état de fonctionnement.

Article 29 de l'arrêté du 27 décembre 2013

Les composts sont élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes :
- les andains font l'objet d'au minimum deux retournements ou d'une aération forcée ;
- la température des andains est supérieure à 55 °C pendant quinze jours ou à 50 °C pendant six semaines.

Lorsque les quantités des matières traitées dépassent les seuils de la rubrique 2780 prise en application du livre V du code de l'environnement, les installations correspondants sont déclarées, enregistrées ou autorisées à ce titre.

Article 30 de l'arrêté du 27 décembre 2013

(Arrêté du 2 octobre 2015, article 1er)

Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre Ier du livre II ou du titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de « l'inspection de l'environnement, spécialité » installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison.

Chapitre IV : Emissions dans l'air

Article 31 de l'arrêté du 27 décembre 2013

I. Les bâtiments sont correctement ventilés.

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.

En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont proscrites.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :
- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ;
- dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées.

II. Gestion des odeurs.

L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes.

Chapitre V : Bruit

Article 32 de l'arrêté du 27 décembre 2013

Les dispositions de l'arrêté du 20 août 1985 susvisé sont complétées en matière d'émergence par les dispositions suivantes :

1. Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne compromet pas la santé ou la sécurité du voisinage et ne constitue pas une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence, définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement, reste inférieure aux valeurs suivantes :
- pour la période allant de 6 heures à 22 heures :

DURÉE CUMULÉE d'apparition du bruit particulier T	ÉMERGENCE MAXIMALE admissible en db (A)
T < 20 minutes	10
20 minutes ≤ T < 45 minutes	9
45 minutes ≤ T < 2 heures	7
2 heures ≤ T < 4 heures	6
T ≥ 4 heures	5

- pour la période allant de 22 heures à 6 heures : émergence maximale admissible : 3 dB (A), à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

2. L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :
- en tout point de l'intérieur des habitations ou locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tout point des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes habitations ou locaux.

Des mesures techniques adaptées peuvent être imposées pour parvenir au respect des valeurs maximales d'émergence.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier et autres matériels qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (ils répondent aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 susvisé).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

Chapitre VI : Déchets et sous-produits animaux

Article 33 de l'arrêté du 27 décembre 2013

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment :
- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ;
- trier, recycler, valoriser ses déchets ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

Article 34 de l'arrêté du 27 décembre 2013

(Arrêté du 2 octobre 2015, article 1er)

Les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.

En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets « ou les volailles » par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.

Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.

Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Article 35 de l'arrêté du 27 décembre 2013

(Arrêté du 2 octobre 2015, article 1er)

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement.

Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime.

Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.

Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.

Chapitre VII : Autosurveillance

Article 36 de l'arrêté du 27 décembre 2013

(Arrêté du 2 octobre 2015, article 1er)

Pour les élevages « de porcs et de volailles », un registre des parcours est tenu à jour.

Pour les élevages bovins, lorsque l'exploitant a choisi de suivre les recommandations du II de l'article 22, il s'organise pour leur suivi.

Article 37 de l'arrêté du 27 décembre 2013

(Arrêté du 2 octobre 2015, article 1er)

Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :
1. Les superficies effectivement épandues.
2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article « 27.2 » et les surfaces effectivement épandues est assurée.
3. Les dates d'épandage.
4. La nature des cultures.
5. Les rendements des cultures.
6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral.
7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement.
8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.

En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé sont considérés remplir aux obligations définies au présent article à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci dessus.

Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Article 38 de l'arrêté du 27 décembre 2013

Le présent article s'applique aux installations visées à l'article 28.

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant :
- dans le cas d'un traitement aérobie d'effluents d'élevage liquides, le descriptif de l'installation de traitement, tenu à jour ;
- le cahier d'exploitation tenu à jour, dans lequel sont reportés les volumes et tonnages de matières et effluents entrants et sortants à chaque étape du processus de traitement ;
- les bilans matière annuels relatifs à l'azote et au phosphore.

Le préfet définit la fréquence et les modalités techniques de prélèvement et d'analyse.

L'ensemble de ces éléments est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Article 39 de l'arrêté du 27 décembre 2013

Le présent article s'applique aux installations visées à l'article 29.

L'élévation de la température des andains est surveillée par des prises de température hebdomadaires, en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain.

Les résultats des prises de températures sont consignés sur un cahier d'enregistrement où sont indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final (couleur, odeur, texture).

Chapitre VIII : Exécution

Article 40 de l'arrêté du 27 décembre 2013

L'arrêté du 24 octobre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique 2101-2 (élevages de vaches laitières) est abrogé à compter du 1er janvier 2014.

Article 41 de l'arrêté du 27 décembre 2013

La directrice générale de la prévention des risques est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 27 décembre 2013.

Pour le ministre et par délégation :
La directrice générale
de la prévention des risques,
P. Blanc

Annexe : Modalités de calcul du dimensionnement du plan d'épandage

1. Calcul de la quantité d'azote issue des animaux et destinée à être épandue mécaniquement ou par les animaux eux-mêmes :

Le calcul est celui de la quantité d'azote contenue dans les effluents d'élevage disponible sur l'exploitation détaillée au V de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé, adapté des dispositions suivantes :
- les quantités d'azote contenues dans les effluents d'élevage produits par l'exploitation et épandues chez les prêteurs de terre ne sont pas déduites du calcul ;
- les effectifs animaux considérés sont les effectifs enregistrés ou, lorsque l'arrêté préfectoral d'enregistrement le prévoit en raison des contraintes techniques d'exploitation, l'effectif annuel moyen maximal enregistré.

Ainsi, la quantité d'azote issue des animaux et destinée à être épandue mécaniquement ou par les animaux eux-mêmes s'obtient en multipliant les effectifs mentionnés ci-dessus par les valeurs de production d'azote épandable par l'animal fixées en annexe II de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé. Cette quantité est corrigée, le cas échéant, par soustraction des quantités d'azote issues d'effluents d'élevage normées ou homologuées et exportées et par addition des quantités d'azote issues d'effluents d'élevage venant des tiers, ainsi que par soustraction de l'azote abattu par traitement.

2. Calcul de la quantité d'azote exportée par les végétaux cultivés.

Le calcul s'effectue sur un assolement moyen tenant compte des successions culturales pratiquées sur les parcelles épandables du plan d'épandage, tel que présenté dans le plan d'épandage.
Pour chaque culture ou prairie de l'assolement considéré, les exportations sont obtenues en multipliant la teneur en azote unitaire des organes végétaux récoltés par le rendement moyen pour la culture ou prairie considérée.

La quantité d'azote exportée par les végétaux cultivés est obtenue en sommant les exportations de chaque culture ou prairie mentionnée dans le plan d'épandage.

La teneur unitaire en azote des organes végétaux récoltés est celle précisée par le tableau 4 « Exportations par les récoltes » de la brochure « Bilan de l'azote à l'exploitation », CORPEN 1988.

Le rendement moyen retenu est le suivant :
- lorsque l'exploitation dispose de références historiques, la moyenne des rendements réalisés sur l'exploitation pour la culture ou la prairie considérée au cours des cinq dernières années en excluant la valeur maximale et la valeur minimale ;
- en l'absence de références disponibles sur l'exploitation, en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le rendement défini pour la culture ou la prairie par l'arrêté préfectoral définissant le référentiel régional mentionné au b du III de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les rendements utilisés sont ceux constatés par les services régionaux de l'information statistiques et économiques au cours des cinq dernières années en excluant la valeur maximale et la valeur minimale.

3. Prise en compte de la situation des prêteurs de terre.

Pour s'assurer que la quantité d'azote issue des animaux et destinée à être épandue mécaniquement ou par les animaux eux-mêmes n'excède pas les capacités d'exportation en azote des cultures ou des prairies mises à disposition, le pétitionnaire utilise :
- pour l'évaluation de la quantité d'azote produite par le prêteur de terres, les effectifs animaux de son exploitation mentionnés dans la convention d'épandage. Il est également tenu compte le cas échéant des importations, exportations et traitements chez le prêteur de terres sur la base des informations figurant dans la convention d'épandage ;
- pour les exportations par les cultures ou les prairies mises à disposition, les surfaces, l'assolement moyen et les rendements moyens par culture mentionnés dans la convention d'épandage.

Le pétitionnaire s'assure sur la base des informations figurant dans les conventions d'épandage que les quantités d'azote issu des animaux et destinée à être épandue mécaniquement ou par les animaux eux-mêmes, faisant l'objet de la convention, ajoutées aux quantités d'azote issues des animaux et destinée à être épandue mécaniquement ou par les animaux eux-mêmes produites ou reçues par ailleurs par le prêteur de terres, n'excèdent pas les capacités d'exportation des cultures et des prairies de l'ensemble des terres concernées (celles mises à disposition, ajoutées à celles non mises à disposition).

PARCELLAIRE DU GAEC BON VENT

6

APTITUDE DES SOLS A L'EPANDAGE

Nom parcelle	N° îlôt	N° unité	Commune	Surface totale	Surface non épandable (15 m du tiers)	Motif non épandable	Surface épandable (15m tiers)	Surface non épandable (100 m du tiers)	Motif non épandable	Surface épandable (100 m tiers)	Occupation des sols	Surface Hors SAU	Surface pâturable non épandable	Type de sol	Hydromorphie	Drainage	Pente (%)	Profondeur de sol	Risque de percolation	Aptitude des sols
Pré maison	1	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	3,08	0,14	HYD	2,94	1,13	HYD,HAB	1,95	Pâturable	0,00	0,14	Limons argileux	Non	Non	< 7	> 60 cm	non	2
Patis du fraigneau	2	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	2,34			2,34			2,34	Pâturable	0,00		Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Bolettes bordinière	3	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	5,81	0,08	HYDL,TEC	5,73	0,44	HYDL,HAB,TEC	5,37	Pâturable	0,00	0,08	Limons sableux	Non	Non	7 à 15	20 à 60 cm	non	1
SNA Bolettes		2	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,06	0,06	TEC		0,06	TEC		Hors SAU	0,06	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
BE Bolettes		3	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,64	0,14	HYDL,TEC	0,5	0,14	HYDL,TEC	0,5	Pâturable	0,00	0,14	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Soza	4	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	8,7	0,13	HAB,TEC	8,57	2,15	TEC,HAB	6,55	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Oui	< 7	20 à 60 cm	non	1
Chemin	5	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,13	0,13	TEC		0,13	HAB,TEC		Hors SAU	0,13	0,00	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Champ de la pierre		2	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	20,44	0,07	TEC	20,37	0,92	TEC,HAB	19,52	Labourable	0,00	0,00	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Yves	6	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	5,16		TEC	5,16		TEC	5,16	Pâturable	0,00		Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Bois		2	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,45	0,44	HYD,TEC	0,01	0,44	HYD,TEC	0,01	Hors SAU	0,45	0,00	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Champ long	7	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	22,36	0,26	HAB,TEC	22,1	2,73	TEC,HAB	19,63	Labourable	0,00	0,00	Limons argileux	Non	Oui	< 7	20 à 60 cm	non	1
Maisonnette	8	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,4			0,4	0,4	HAB		Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
SNA Bâtiment	9	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,02			0,02			0,02	Hors SAU	0,02	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
BE moulin		2	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,26	0,26	TEC		0,26	TEC,HAB		Pâturable	0,00	0,26	Sables limoneux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	oui	1
Moulin		3	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	8,13	0,18	HAB,TEC	7,95	1,14	HAB,TEC	6,99	Pâturable	0,00	0,18	Limons sableux	Non	Non	7 à 15	20 à 60 cm	non	1
Maurice'	10	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	6,6			6,6	0,16	HAB	6,44	Labourable	0,00	0,00	Limons argileux	Non	Oui	< 7	> 60 cm	non	2
PP1 château	11	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,91	0,13	HYD	0,78	0,31	HYD,HAB	0,6	Pâturable	0,00	0,13	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Château		2	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	8,39			8,39	1,39	HAB	7	Labourable	0,00	0,00	Limons argileux	Non	Oui	< 7	> 60 cm	non	2
PP 2 château		3	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,4			0,4			0,4	Pâturable	0,00		Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
BE château		4	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,11	0,11	TEC		0,11	TEC		Pâturable	0,00	0,11	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Grande Parcelle 1	12	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	10,65			10,65	1,53	HAB	9,12	Labourable	0,00	0,00	Limons argileux	Non	Oui	< 7	> 60 cm	non	2
Grande Parcelle 2	12	2	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,45	0,03	HAB	0,42	0,45	HAB		Labourable	0,00	0,00	Sol très sableux	Non	Non	< 7	> 60 cm	oui	1
SNE grande parcelle		3	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,1		HAB	0,1	0,1	HAB		Hors SAU	0,10	0,00	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Tramail marchand	13	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,78			0,78			0,78	Pâturable	0,00		Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Tramail		2	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	5,03	0,12	HYD	4,91	0,28	HYD,HAB	4,75	Pâturable	0,00	0,12	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
PP jeundes terres	14	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,68	0,68	HYD,TEC		0,68	HYD,HAB,TEC		Pâturable	0,00	0,68	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
SNE grande parcelle		2	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,45	0,45	HYD,HYDL,TEC		0,45	HYD,HYDL,TEC		Hors SAU	0,45	0,00	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Jeundes terres		3	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	11,47	0,44	HYD,HYDL	11,03	0,44	HYD,HYDL	11,03	Labourable	0,00	0,00	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
BE jeunes terres		4	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,27	0,27	HYD,HYDL,TEC		0,27	HYD,HYDL,TEC		Pâturable	0,00	0,27	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Gîtes	15	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	10,84	0,55	HYDS,TEC	10,29	0,55	HYDS,TEC	10,29	Labourable	0,00	0,00	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Boiron	16	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	5,48	0,13	HYD,TEC,HAB	5,35	1,46	HYD,TEC,HAB	4,02	Pâturable	0,00	0,13	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Patis	17	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	6,71			6,71	1,29	HAB	5,42	Pâturable	0,00		Limons argileux	Moyen	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Boutet	18	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	5,21	0,53	HYD,HYDL,TEC	4,68	1,36	HYDL,TEC,HAB,HYD	3,85	Pâturable	0,00	0,53	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
BE boutet		2	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,15	0,15	HYD,TEC		0,15	HYD,TEC,HAB		Pâturable	0,00	0,15	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
BE pré boutet		3	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,14	0,08	HYDL	0,06	0,1	HYDL,HAB	0,04	Pâturable	0,00	0,08	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
BE la Vigne à Besse	19	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,21	0,21	HYDL,TEC		0,21	HYDL,TEC		Pâturable	0,00	0,21	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
PP la vigne à besse		2	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,11			0,11			0,11	Pâturable	0,00		Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Vigne à Besse		3	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	12,12	0,17	HYD,HYDL	11,95	0,91	HYD,HYDL,HAB	11,21	Labourable	0,00	0,00	Limons argileux	Non	Oui	< 7	20 à 60 cm	non	1
Pré Blanc	20	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,5	0,03	HYDL	0,47	0,03	HYDL	0,47	Pâturable	0,00	0,03	Limons argileux	Moyen	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1

Nom parcelle	N° ilôt	N° unité	Commune	Surface totale	Surface non épandable (15 m du tiers)	Motif non épandable	Surface épandable (15m tiers)	Surface non épandable (100 m du tiers)	Motif non épandable	Surface épandable (100 m tiers)	Occupation des sols	Surface Hors SAU	Surface pâturable non épandable	Type de sol	Hydromorphie	Drainage	Pente (%)	Profondeur de sol	Risque de percolation	Aptitude des sols
BE pré blanc	20	2	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,09	0,09	HYDL,TEC		0,09	HYDL,TEC		Pâturable	0,00	0,09	Limons argileux	Moyen	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Vigne de la Noue	21	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,65	0,01	HAB	0,64	0,46	HAB	0,19	Pâturable	0,00	0,01	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Pré porcherie	22	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	1,51	0,09	TEC	1,42	0,09	TEC	1,42	Labourable	0,00	0,00	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Les tonnelles	22	2	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	9,4			9,4			9,4	Labourable	0,00	0,00	Limons argileux	Non	Oui	< 7	20 à 60 cm	non	1
Pré à paul	23	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	2,63	0,23	HYDL	2,4	0,23	HYDL	2,4	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
BE pré à paul		2	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,13	0,12	HYDL,TEC	0,01	0,12	HYDL,TEC	0,01	pâturable	0,00	0,12	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Pré de la Noue	24	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	4,62	0,01	HYDL	4,61	0,87	HYDL,HAB	3,75	pâturable	0,00	0,01	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
BE pré de la Noue		2	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,09	0,04	HYDL	0,05	0,04	HYDL	0,05	pâturable	0,00	0,04	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Be pré de la Noue		3	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,14	0,14	HYDL,TEC		0,14	HYDL,TEC		pâturable	0,00	0,14	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Petite Noue	25	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	2,12	0,07	HYD	2,05	0,07	HYD	2,05	Labourable	0,00	0,00	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Epron	26	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	9,61	0,44	HYD	9,17	0,98	HYD,HAB	8,63	Pâturable	0,00	0,44	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
SNA l'épron		2	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,81	0,81	HYD,HYDL,TEC		0,81	HYDL,TEC,HAB,HYD		Hors SAU	0,81	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Mela	27	1	LE CHAMP ST PERE	1,89			1,89	0,13	HAB	1,76	Labourable	0,00	0,00	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Boiseleau	28	1	LE CHAMP ST PERE	1,96			1,96	0,38	HAB	1,58	Labourable	0,00	0,00	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
BE patis des ajoncs	29	1	LE CHAMP ST PERE	0,36	0,36	HYDL,TEC		0,36	HYDL,TEC		Pâturable	0,00	0,36	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Patis des ajoncs		2	LE CHAMP ST PERE	2,69	0,04	HYDL,TEC	2,65	0,12	HYDL,TEC,HAB	2,57	Pâturable	0,00	0,04	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Petite Gravaie	30	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	1,01	0,12	HYDL,TEC	0,89	0,12	HYDL,TEC	0,89	Pâturable	0,00	0,12	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Champ de la Ligne	31	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	2,13			2,13	1,43	HAB	0,7	Labourable	0,00	0,00	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Gravaie	32	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	4,94	0,12	HYD,HYDL	4,82	0,12	HYD,HYDL	4,82	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Omer	33	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	1,02			1,02	0,96	HAB	0,06	Pâturable	0,00		Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
SNA maisonneuve silo	34	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,04	0,03	TEC	0,01	0,04	HAB,TEC		Hors SAU	0,04	0,00	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
maison neuve		2	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	7,14	0,14	HYDL,TEC,HAB	7	0,9	HYDL,HAB,TEC	6,24	Pâturable	0,00	0,14	Limons argileux	Non	Non	7 à 15	20 à 60 cm	non	1
BE maison neuve		3	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	1,09	0,41	HYD,HYDL,TEC	0,68	0,41	HYD,HYDL,TEC	0,68	Pâturable	0,00	0,41	Limons argileux	Non	Non	7 à 15	20 à 60 cm	non	1
maison neuve STOP BOUTET		4	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,51	0,2	TEC	0,31	0,2	TEC	0,31	Pâturable	0,00	0,20	Limons argileux	Non	Non	7 à 15	20 à 60 cm	non	1
Pré grange maison neuve	35	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,32	0,01	HAB	0,31	0,32	HAB		Pâturable	0,00	0,01	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Pré long	36	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	3,51	0,21	HYD,TEC	3,3	0,41	HYD,TEC,HAB	3,1	Pâturable	0,00	0,21	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Epinettes	37	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	2,29			2,29	0,08	HAB	2,21	Labourable	0,00	0,00	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Gâtine	38	1	LE CHAMP ST PERE	2,23	0,02	HAB	2,21	1,88	HAB	0,35	Labourable	0,00	0,00	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
PT briffaud	39	1	LE CHAMP ST PERE	0,24	0,23	HYDL	0,01	0,23	HYDL,HAB	0,01	Pâturable	0,00	0,23	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Etang briffaud		2	LE CHAMP ST PERE	1,44	0,24	HYDL	1,2	0,31	HYDL,HAB	1,13	Pâturable	0,00	0,24	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Be briffaud		3	LE CHAMP ST PERE	0,22	0,09	HYDL	0,13	0,22	HYDL,HAB		Pâturable	0,00	0,09	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Maison fernand	40	1	LE CHAMP ST PERE	4,44	0,04	HAB	4,4	1,56	HAB	2,88	Labourable	0,00	0,00	Limons argileux	Non	Non	< 7	> 60 cm	non	2
Roger bélier	41	1	LE CHAMP ST PERE	2,43			2,43	0,51	HAB	1,92	Labourable	0,00	0,00	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Boffardière	42	1	LE CHAMP ST PERE	1,65	0,06	HAB	1,59	1,62	HAB	0,03	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Bois bouchard	43	1	LE CHAMP ST PERE	0,41		HYD	0,41		HYD	0,41	Labourable	0,00	0,00	Limons argileux	Non	Non	< 7	> 60 cm	non	2
Bois bouchard PN		2	LE CHAMP ST PERE	4,42	0,1	HYD	4,32	0,1	HYD	4,32	Pâturable	0,00	0,10	Limons argileux	Non	Non	< 7	> 60 cm	non	2
BE Bail	44	1	LE CHAMP ST PERE	0,4			0,4			0,4	Pâturable	0,00		Limons argileux	Non	Non	< 7	> 60 cm	non	2
Bail		2	LE CHAMP ST PERE	6,52			6,52			6,52	Pâturable	0,00		Limons argileux	Non	Non	< 7	> 60 cm	non	2
Palette roger	45	1	LE CHAMP ST PERE	2,02			2,02			2,02	Pâturable	0,00		Limons de bocage	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
BE Ste germaine	46	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,1	0,1	TEC		0,1	TEC		Pâturable	0,00	0,10	Limons sableux	Moyen	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Ste germaine		2	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	2,39	0,59	HAB,TEC	1,8	1,91	HAB,TEC	0,48	Pâturable	0,00	0,59	Limons sableux	Moyen	Non	7 à 15	20 à 60 cm	non	1

Nom parcelle	N° îlôt	N° unité	Commune	Surface totale	Surface non épandable (15 m du tiers)	Motif non épandable	Surface épandable (15m tiers)	Surface non épandable (100 m du tiers)	Motif non épandable	Surface épandable (100 m tiers)	Occupation des sols	Surface Hors SAU	Surface pâturable non épandable	Type de sol	Hydromorphie	Drainage	Pente (%)	Profondeur de sol	Risque de percolation	Aptitude des sols
Texier	47	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	4,61		HAB	4,61	1,87	HAB	2,74	Pâturable	0,00		Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
BE texier	47	2	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,66	0,66	TEC		0,66	TEC,HAB		Pâturable	0,00	0,66	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
BE feu	48	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,22	0,22	HYDL,TEC		0,22	HYDL,HAB,TEC		Pâturable	0,00	0,22	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
feu		2	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	3,19	0,55	HYDL,TEC	2,64	0,55	HYDL,HAB,TEC	2,64	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	7 à 15	20 à 60 cm	non	1
BE cimetière	49	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,24	0,24	HYDL		0,24	HYDL,HAB		Pâturable	0,00	0,24	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
cimetière		2	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	7,42	0,43	HYDL,TEC	6,99	3,2	HYDL,HAB,TEC	4,22	Pâturable	0,00	0,43	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
pasquereau	50	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	6,64	0,03	HAB	6,61	1,43	HAB	5,21	Pâturable	0,00	0,03	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Stabulation dominique	51	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,71			0,71	0,07	HAB	0,64	Pâturable	0,00		Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
couturier	52	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,92			0,92	0,48	HAB	0,44	Labourable	0,00	0,00	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Rousseleau	53	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	1,06	0,04	HYDL	1,02	0,04	HYDL	1,02	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
BE moulin de chaille	54	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	1,4	1,4	HYDL,TEC		1,4	HYDL,HAB,TEC		Pâturable	0,00	1,40	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
moulin de chaille		2	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	6,72	0,02	HYDL	6,7	0,48	HYDL,HAB	6,24	pâturable	0,00	0,02	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
chemin		3	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,19	0,19	TEC		0,19	TEC		Hors SAU	0,19	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Paradis	55	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	9,45	0,04	HYDL,TEC	9,41	0,17	HYDL,TEC,HAB	9,28	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
BE fernandez	56	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,05			0,05			0,05	pâturable	0,00		Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Fernandez	56	2	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	3,12			3,12	0,15	HAB	2,97	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Stabulation Max	57	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	3,58			3,58			3,58	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
croisée	58	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	2,96			2,96			2,96	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
PP maison de Max	59	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,56			0,56			0,56	Pâturable	0,00		Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Maison de Max		2	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	5,37	0,01	HAB	5,36	0,9	HAB	4,47	Labourable	0,00	0,00	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
BE café	60	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,68	0,68	HYDL,TEC		0,68	HYDL,HAB,TEC		Pâturable	0,00	0,68	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Café		2	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	7,5	0,71	HYDL,TEC	6,79	1,55	HYDL,TEC,HAB	5,95	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	> 60 cm	non	2
Jard	61	1	ST FLORENT DES BOIS	7,19	0,13	HYD	7,06	0,13	HYD	7,06	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	> 60 cm	non	2
cocuère	62	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	3,61	0,02	HAB	3,59	1,79	HAB	1,82	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
patureau	63	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	2,33			2,33			2,33	Labourable	0,00	0,00	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Be herbreteau	64	1	ST FLORENT DES BOIS	0,08	0,08	HYDL		0,08	HYDL,HAB		Pâturable	0,00	0,08	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Herbreteau		2	ST FLORENT DES BOIS	2,03	0,24	HYDL	1,79	1,41	HYDL,HAB	0,62	Pâturable	0,00	0,24	Limons sableux	Non	Non	< 7	> 60 cm	non	2
Eric	65	1	LE TABLIER	2,96			2,96			2,96	Labourable	0,00	0,00	Limons argileux	Non	Non	< 7	> 60 cm	non	2
Les Chaites	66	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	1,64			1,64	0,59	HAB	1,05	Pâturable	0,00		Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Pré Emilène	67	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	1,6	0,04	HAB	1,56	1,34	HAB	0,26	Pâturable	0,00	0,04	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Grange Murail	68	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,33			0,33	0,03	HAB	0,3	Pâturable	0,00		Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Yannick	69	1	LE CHAMP ST PERE	2,52			2,52			2,52	Labourable	0,00	0,00	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Mélunies pré grenouilles	70	1	LE CHAMP ST PERE	1,42			1,42			1,42	Pâturable	0,00		Limons argileux	Moyen	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Mélunies pré grenouilles		2	LE CHAMP ST PERE	3,18			3,18			3,18	Labourable	0,00	0,00	Limons argileux	Moyen	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Vicens pré moullié	71	1	ST FLORENT DES BOIS	3,53			3,53			3,53	Pâturable	0,00		Limons sableux	Moyen	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Vicens philippe Neau	72	1	ST FLORENT DES BOIS	0,37			0,37			0,37	Pâturable	0,00		Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Les Erablais 3	73	1	ST FLORENT DES BOIS	4,44	0,66	HYDL,TEC	3,78	0,66	HYDL,TEC	3,78	Labourable	0,00	0,00	Sables limoneux	Non	Non	< 7	> 60 cm	oui	1
Erablais 1		2	ST FLORENT DES BOIS	4,34	0,25	HYDL,TEC	4,09	0,25	HYDL,TEC	4,09	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	> 60 cm	non	2
Erablais 2		3	ST FLORENT DES BOIS	2,04	0,29	HYDL	1,75	0,29	HYDL	1,75	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	> 60 cm	non	2
BE les erablais 1		4	ST FLORENT DES BOIS	0,24	0,24	HYDL,TEC		0,24	HYDL,TEC		Pâturable	0,00	0,24	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
BE les erablais 2		5	ST FLORENT DES BOIS	0,04	0,04	HYDL,TEC		0,04	HYDL,TEC		Pâturable	0,00	0,04	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1

Nom parcelle	N° ilôt	N° unité	Commune	Surface totale	Surface non épandable (15 m du tiers)	Motif non épandable	Surface épandable (15m tiers)	Surface non épandable (100 m du tiers)	Motif non épandable	Surface épandable (100 m tiers)	Occupation des sols	Surface Hors SAU	Surface pâturable non épandable	Type de sol	Hydromorphie	Drainage	Pente (%)	Profondeur de sol	Risque de percolation	Aptitude des sols
Bia cornier	74	1	ST FLORENT DES BOIS	1,56	0,14	HYDL	1,42	0,35	HYDL,HAB	1,21	Labourable	0,00	0,00	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
BE ecouteaux	75	1	ST FLORENT DES BOIS	0,06	0,06	TEC		0,06	TEC		Pâturable	0,00	0,06	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
PP Ecouteaux	75	2	ST FLORENT DES BOIS	0,58			0,58			0,58	Pâturable	0,00		Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Ecouteaux		3	ST FLORENT DES BOIS	1,75			1,75			1,75	Labourable	0,00	0,00	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Nouettes	76	1	ST FLORENT DES BOIS	4,56	0,06	TEC	4,5	0,11	HAB,TEC	4,45	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
NE nouettes	76	2	ST FLORENT DES BOIS	0,17	0,16	TEC	0,01	0,16	TEC	0,01	Hors SAU	0,17	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
La Barre	77	1	ST FLORENT DES BOIS	4,2			4,2			4,2	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Rte de Ste Flo	78	1	ST FLORENT DES BOIS	4,25			4,25			4,25	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Rte de Ste Flo champ du moulin	79	1	ST FLORENT DES BOIS	4,86			4,86			4,86	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
chemin	80	1	ST FLORENT DES BOIS	0,11	0,11	TEC		0,11	HAB,TEC		Hors SAU	0,11	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
BE maison louineau		2	ST FLORENT DES BOIS	0,09	0,09	HYDL,TEC		0,09	HYDL,TEC		Pâturable	0,00	0,09	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Herbreteau		3	ST FLORENT DES BOIS	2,18	0,27	HYDL	1,91	0,81	HYDL,HAB	1,37	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Rivière Louineau		4	ST FLORENT DES BOIS	2,82			2,82	0,05	HAB	2,77	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Angle pid doré	81	1	ST FLORENT DES BOIS	0,74			0,74			0,74	Labourable	0,00	0,00	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Bellevue	82	1	NESMY	4,42	0,08	HYDS,HAB	4,34	1,12	HYDS,HAB	3,3	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
dechetterie	83	1	NESMY	0,86	0,15	HYDS,HAB	0,71	0,62	HYDS,HAB	0,24	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Etang bretaudière	84	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	3,71	0,29	HYDS	3,42	0,3	HYDS,HAB	3,41	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Ragnet	85	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	1,5			1,5			1,5	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Touchette	86	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	1,14			1,14			1,14	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Briquetterie	87	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	1,99	0,04	HAB,TEC	1,95	1,29	HAB,TEC	0,7	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Jardin touchette	88	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,78			0,78	0,23	HAB	0,55	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Rassouillet 1	89	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	3,45			3,45	0,48	HAB	2,97	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Rassouillet		2	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	4,15	0,13	HYDL	4,02	0,13	HYDL	4,02	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
BE Rassouillet	89	3	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,03	0,03	HYDL		0,03	HYDL		Pâturable	0,00	0,03	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
chemin		4	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,23	0,23	TEC		0,23	TEC,HAB		Hors SAU	0,23	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Ruche de la Verrie	90	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	0,86			0,86	0,05	HAB	0,81	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
La Guitardière	91	1	NESMY	1,43	0,04	HAB	1,39	1,23	HAB	0,2	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Etang Giraud	92	1	NESMY	2,2	0,17	HYDS	2,03	0,17	HYDS	2,03	Labourable	0,00	0,00	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
BE etang Giraud		2	NESMY	0,06	0,04	HYDS	0,02	0,04	HYDS	0,02	Pâturable	0,00	0,04	Limons argileux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Poirière	93	1	NESMY	2,27			2,27			2,27	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
chemin des ruches	94	1	CHAILLE SOUS LES ORMEAUX	2,2			2,2	0,56	HAB	1,64	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Champ du renard haut	95	1	ST FLORENT DES BOIS	4			4			4	Labourable	0,00	0,00	Limons sableux	Non	Non	< 7	20 à 60 cm	non	1
Total				431,70	20,43		411,27	69,84		361,86		2,76	11,47						non	